
Allocution introductive de M. Grégory Doucet, Maire de Lyon
Ouverture des Journées Nationales de France Urbaine 2024
Palais des Congrès – Vendredi 11 octobre 2024

(Seul le prononcé fait foi)

*** Salutations Protocolaires ***

C'est un honneur et une immense fierté pour nous d'accueillir cette année à Lyon, les Journées Nationales de France urbaine.

Cet évènement qui en est à sa 7^e édition, ne perd rien de sa popularité. Je m'en réjouis. Et je dois dire qu'il revêt une signification toute particulière pour notre ville. Puisque c'est ici même que France Urbaine est née en 2016. Sous l'impulsion de mon prédécesseur, Gérard Collomb et de Jean-Luc Moudenc, Maire de Toulouse et notre premier vice-président.

Depuis 2016, France Urbaine a fait ses preuves au service de l'alliance des territoires. Elle est même aujourd'hui l'association de référence pour les grandes villes et les métropoles. A nous tous, nous représentons 30 millions de Français.

Pour ce qui est de son rôle, le travail collectif que France Urbaine accomplit, au quotidien, nous permet à la fois un précieux partage d'expériences et de bonnes pratiques, sur la durée, dans la continuité, via nos groupes de travail, nos commissions thématiques et nos rencontres régulières...

Et bien sûr de faire entendre la voix du niveau local et d'éclairer la décision publique sur les principaux sujets qui concernent les territoires urbains. Et ce, de manière incontournable.

Nous avons vu, hier, l'intérêt suscité par le contenu des ateliers dont les thèmes abordés nous parlent à toutes et à tous, des enjeux auxquels nous devons faire face, à des degrés divers.

Alors ... nous nous inspirons évidemment de vos exemples, de vos réussites, de vos idées. Nous avons aussi la faiblesse de croire, très modestement, que nous pouvons être, en retour, une source d'inspiration potentielle pour les nombreuses délégations territoriales qui ont fait le déplacement.

Nos rencontres sont assurément une source d'enrichissement mutuel, mais nous sommes réunis aujourd'hui dans un contexte politique et sociétal inédit, source d'inquiétude.

En matière de politiques publiques locales, les besoins et les attentes de nos concitoyens sont immenses. Nous avons été élus pour y répondre. C'est pourquoi, il n'est pas raisonnable de nous demander d'amputer nos budgets. Cela signifie rien de moins que de nous demander d'être en situation d'impuissance politique.

Alors même que nous devons adapter nos territoires au réchauffement climatique, et garantir que nos cités soient accueillantes et hospitalières.

Je veux prendre ici quelques exemples de projets qu'il nous faut poursuivre mais pour lesquels clairement, je veux le redire ici, la perspective de coupes budgétaires, serait préjudiciable.

C'est le cas, par exemple, de ce que nous avons faits depuis 2020 en matière d'alimentation dans les écoles et dans les crèches.

Vingt-six mille petits lyonnais sont inscrits à la restauration scolaire aujourd'hui et nous donnons la priorité aux agriculteurs du bassin lyonnais. En 2024, nous en sommes déjà à 65% de bio et 50% de nourriture locale dans les cantines. Les tarifs, eux, n'ont pas bougé.

Est-ce sur cette politique publique de l'alimentation et de la lutte contre la précarité alimentaire que je vais devoir faire des renoncements ?

Un autre exemple d'intervention essentielle et fondamentale, c'est ce qui se joue en matière de transition écologique, à la fois dans l'atténuation de notre empreinte carbone et dans l'adaptation aux effets du changement climatique.

En matière d'adaptation, l'été dernier nous avons mis en place un plan que nous avons baptisé « Objectif fraîcheur » en 14 points avec, par exemple la distribution de

tickets gratuits offerts dans des salles de cinéma climatisées et l'ouverture des grands parcs la nuit.

Devrais-je y renoncer pour satisfaire les exigences de Bercy ?

Il y a d'autres tâches qui sont immenses sur lesquelles nous sommes mobilisés. Loger tout le monde et loger tout le monde dignement, lutter contre le sans-abrisme que nous sommes déterminés à endiguer.

Le logement et l'hébergement appellent notre mobilisation.

Devons-nous renoncer à ces sujets ?

Vous l'aurez compris les annonces gouvernementales sur le budget des collectivités m'inquiètent et je ne dois pas être le seul ici. Avec 5 milliards d'euros de coupes nous ne pourrions plus agir là où il est si fondamental de le faire, dans le registre des solidarités, de la transition écologique, en faveur de la cohésion sociale... Cela alors même que des alternatives claires existent en matière fiscale, qui ne menacent pas l'école, la santé ou le fonctionnement des services publics.

Aucun maire n'a, quoi qu'il en soit, à faire pénitence pour la situation budgétaire dans laquelle nous sommes ; et dont il ou elle n'est pas responsable.

Car la vérité, c'est que nous faisons, dans les collectivités, du très bon travail avec des moyens très mesurés. Non seulement nous ne sommes pas la cause du déficit mais nous sommes – *nous l'avons prouvé* – à l'égard de bien des problèmes, un extraordinaire vivier de solutions.

C'est pourquoi nous allons continuer avec enthousiasme et persévérance à travailler ensemble, au service des Français et des Françaises, de nos administrés.

Je vous souhaite encore une fois la bienvenue à Lyon.